

## Situation Mensuelle de l'Etat



Octobre 2021





<b>Synthèse.....</b>	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés.....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire .....</b>	<b>5</b>
<b>Dépenses.....</b>	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme .....	7
<b>Recettes .....</b>	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux .....</b>	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales.....</b>	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dettes financières de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques.....</b>	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -171,620 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin octobre 2021 s'élève à -171,620 Md€ contre -167,332 Md€ à fin octobre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-4,288 Md€) s'explique par une

hausse des dépenses nettes de 31,477 Md€, une hausse des recettes nettes de 22,912 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 4,277 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 356,004 Md€

*Les principales dépenses du mois (en CP)*

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 10,228 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (10,136 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,970 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,737 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,959 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,691 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,817 Md€), du programme « Equipement des forces » (0,917 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,803 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,315 Md€, principalement au titre du programme « Handicap et dépendance » (2,213 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,045 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin octobre 2021 s'élèvent à 356,004 Md€ contre 324,527 Md€ à fin octobre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+31,477 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'intervention pour 24,550 Md€ (essentiellement la mission « Plan de relance » pour 12,580 Md€, mission créée en LFI 2021, et la mission « Plan

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,684 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (2,278 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,978 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (1,300 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,952 Md€, principalement au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,793 Md€) et du programme « Infrastructures et services de transports » (0,479 Md€) ;

► **Mission Plan de relance** : 1,712 Md€, principalement au titre du programme « Cohésion » (1,392 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,686 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,915 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,731 Md€).

d'urgence face à la crise sanitaire » pour 6,453 Md€, mission mise en œuvre à compter d'avril en 2020), des charges de la dette de l'Etat pour 2,225 Md€ (hausse prévue en lois de finances), des dépenses d'investissement pour 1,803 Md€ (dont la mission « Défense » pour 1,046 Md€) et des dépenses de personnel à hauteur de 1,552 Md€ (hausse prévue en lois de finances).

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 187,110 Md€

*Les principales recettes du mois*

► **IR net** : 10,726 Md€ (montant notamment lié à 2ème échéance du solde 2020) ;

► **TVA nette** : 8,360 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 4,036 Md€, dont 1,594 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 1,236 Md€ d'autres taxes intérieures (principalement la TICFE) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 3,780 Md€, dont 2,499 Md€ de prélèvements de solidarité et 0,968 Md€ de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes ;

► **TICPE nette** : 1,074 Md€ ;

► **Recettes non fiscales - Divers** : 1,009 Md€, dont 0,879 Md€ versés par Bpifrance au titre de commissions des prêts garantis par l'Etat ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,321 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,501 Md€, principalement au titre de la DGF (-2,013 Md€) et du FCTVA (-1,012 Md€).



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 221,773 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin octobre 2021 s'élèvent à 221,773 Md€ contre 196,050 Md€ à fin octobre 2020 à périmètre constant.

L'évolution s'élève à +25,723 Md€.

Les recettes d'IS net sont en baisse de 2,544 Md€ (en raison d'une baisse d'IS brut de 1,661 Md€ et d'une hausse des R&D de 0,883 Md€).

Des hausses sont constatées en recettes de TVA nette pour 13,496 Md€ (en raison d'une hausse

de TVA brute de 12,828 Md€ et d'une baisse des R&D de 0,668 Md€), de TICPE nette pour 3,806 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse de TICPE brute de 3,454 Md€), d'IR net pour 3,798 Md€ (en raison d'une baisse des R&D de 2,547 Md€ et d'une hausse d'IR brut de 1,251 Md€) et en autres recettes fiscales nettes pour 7,166 Md€ (notamment du fait de l'augmentation des recettes brutes de « mutations à titre gratuit »).

## Recettes non fiscales : 16,356 Md€

Les recettes non fiscales à fin octobre 2021 s'élèvent à 16,356 Md€ contre 11,803 Md€ à fin octobre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+4,553 Md€) s'explique

principalement par un versement de l'UE à hauteur 5,118 Md€ pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -56,784 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin octobre 2021 s'élèvent à -56,784 Md€ contre -50,292 Md€ à fin octobre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-6,492 Md€) s'explique par des

augmentations des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 3,580 Md€ et au profit de l'Union européenne à hauteur de 2,910 Md€ (hausses des prélèvements prévues en lois de finances).

## Fonds de concours : 5,765 Md€

Les fonds de concours à fin octobre 2021 s'élèvent à 5,765 Md€ contre 6,637 Md€ à fin octobre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,872 Md€) s'explique notamment par les versements intervenus en 2020 dans le cadre de la crise sanitaire.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -2,726 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

►Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,974 Md€ et des recettes pour 33,983 Md€ (dont 30,603 Md€ de TF, essentiellement au titre de l'échéance au 15 octobre) ;

►Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie** » affiche des dépenses pour 10,697 Md€ (essentiellement au titre des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 10,513 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le BG) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin octobre 2021 s'élève à -2,726 Md€ contre -7,003 Md€ à fin octobre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+4,277 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des comptes de concours financiers de +7,341 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour +5,297 Md€, en raison d'une hausse des recettes de TF et de CFE/IFER et d'une baisse des dépenses, ainsi que le compte « Prêts à des Etats étrangers » pour +1,270 Md€ suite à des

►Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » présente des dépenses pour 4,736 Md€ correspondant essentiellement à des avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune.

remboursements de prêts octroyés par l'AFD). Cette hausse est partiellement compensée par une diminution du solde des comptes d'affectation spéciale de -2,907 Md€ (dont -2,988 Md€ au titre du compte « Participations financières de l'Etat », essentiellement en raison, en recettes, de la baisse des abondements du compte par le BG en 2021 pour 1,327 Md€ et de la cession de titres La Poste en mars 2020 pour 1,062 Md€).

## Dette financière de l'Etat au 31 octobre : 2 154,343 Md€

La dette financière est en augmentation de 124,149 Md€ depuis le début de l'année 2021.

Les principaux flux nets concernent la hausse

des titres négociables nets de remboursement pour 124,570 Md€ (dont les OAT pour 121,318 Md€ et les BTF pour 3,252 Md€).



	Mois		Cumul à fin octobre		Renvoi Page
	Octobre	2021	2020 retraité	2020 exécuté	
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	3 499	-171 620	-167 332	-159 852	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	39 674	356 004	324 527	319 395	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	22 974	187 110	164 198	167 158	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	10 726	55 864	52 066	52 066	
- IS *	-9	23 861	26 405	26 405	
- TVA	8 360	79 623	66 127	93 800	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	20 200	-2 726	-7 003	-7 615	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	3 349	158 933			16
Dette financière de l'Etat	-17 360	2 154 343			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés  
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Dépenses de personnel	11 043	111 903	110 351	110 413
Dépenses de fonctionnement	4 439	51 951	51 252	51 218
Charges de la dette de l'Etat	10 327	36 901	34 676	34 676
Dépenses d'investissement	1 086	13 334	11 531	11 546
Dépenses d'intervention	12 614	138 902	114 352	109 141
Dépenses d'opérations financières	165	2 019	1 371	1 407
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>39 674</b>	<b>356 004</b>	<b>324 527</b>	<b>319 395</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	26 777	221 773	196 050	200 782
Recettes non fiscales	1 468	16 356	11 803	11 863
Prélèvements sur recettes	-5 822	-56 784	-50 292	-52 124
Fonds de concours	551	5 765	6 637	6 637
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>22 974</b>	<b>187 110</b>	<b>164 198</b>	<b>167 158</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>28 796</b>	<b>243 894</b>	<b>214 490</b>	<b>219 282</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-16 701</b>	<b>-168 894</b>	<b>-160 329</b>	<b>-152 237</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	6	617	3 524	4 304
Solde des comptes de concours financiers	20 414	-3 669	-11 010	-12 402
Solde des comptes de commerce	-219	206	419	419
Solde des comptes d'opérations monétaires	140	1 516	917	917
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>20 200</b>	<b>-2 726</b>	<b>-7 003</b>	<b>-7 615</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>3 499</b>	<b>-171 620</b>	<b>-167 332</b>	<b>-159 852</b>



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>11 043</b>	<b>111 903</b>	<b>110 351</b>	<b>110 413</b>
Rémunérations d'activité	6 335	64 379	63 193	63 220
Cotisations et contributions sociales	4 640	46 874	46 529	46 565
Prestations sociales et allocations diverses	69	650	629	627
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>28 631</b>	<b>244 101</b>	<b>214 176</b>	<b>208 982</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>994</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4 439</b>	<b>51 951</b>	<b>51 252</b>	<b>51 218</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 207	25 289	24 957	25 026
Subventions pour charges de service public	2 232	26 663	26 295	26 192
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>10 327</b>	<b>36 901</b>	<b>34 676</b>	<b>34 676</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	10 327	36 901	34 676	34 676
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 086</b>	<b>13 334</b>	<b>11 531</b>	<b>11 546</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	847	10 280	8 811	8 828
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	239	3 054	2 720	2 718
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>12 614</b>	<b>138 902</b>	<b>114 352</b>	<b>109 141</b>
Transferts aux ménages	6 146	48 228	46 292	45 965
Transferts aux entreprises	3 666	60 673	41 976	37 167
Transferts aux collectivités territoriales	753	8 751	7 118	7 094
Transferts aux autres collectivités	2 019	21 089	18 938	18 888
Appels en garantie	30	160	28	28
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>165</b>	<b>2 019</b>	<b>1 371</b>	<b>1 407</b>
Prêts et avances	70	295	236	272
Dotations en fonds propres	95	999	540	540
Dépenses de participations financières	0	725	596	596
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>39 674</b>	<b>356 004</b>	<b>324 527</b>	<b>319 395</b>





unité : million d'€.	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2021		Cumul à fin octobre 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>175</b>	<b>139</b>	<b>2 484</b>	<b>2 266</b>	<b>2 330</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	120	101	1 511	1 408	1 358
Diplomatie culturelle et d'influence	11	12	672	588	678
Français à l'étranger et affaires consulaires	43	26	302	270	295
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>315</b>	<b>354</b>	<b>3 406</b>	<b>3 383</b>	<b>3 121</b>
Administration territoriale de l'Etat	193	210	1 894	1 867	1 797
Vie politique, culturelle et associative	23	28	293	284	162
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	99	117	1 220	1 231	1 161
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>235</b>	<b>236</b>	<b>2 526</b>	<b>2 308</b>	<b>2 108</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	115	117	1 537	1 344	1 187
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	68	67	494	477	429
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	51	52	495	488	491
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>350</b>	<b>165</b>	<b>4 672</b>	<b>4 490</b>	<b>2 483</b>
Aide économique et financière au développement	38	68	888	1 195	894
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement <sup>(1)</sup>	0	0	1 420	1 420	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	311	97	2 364	1 875	1 588
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>28</b>	<b>16</b>	<b>1 666</b>	<b>1 598</b>	<b>1 667</b>
Liens entre la Nation et son armée	4	5	28	25	17
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	24	10	1 555	1 490	1 563
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	83	83	87
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>437</b>	<b>2 684</b>	<b>15 969</b>	<b>15 519</b>	<b>13 823</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	268	274	2 038	1 948	1 613
Aide à l'accès au logement	2	2 278	12 374	12 371	11 278
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	79	46	887	558	318
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	36	21	185	187	183
Interventions territoriales de l'Etat	6	3	62	47	29
Politique de la ville	45	61	423	408	402
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>51</b>	<b>53</b>	<b>574</b>	<b>575</b>	<b>560</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	33	35	351	355	338
Conseil économique, social et environnemental	0	0	42	42	43
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	18	180	178	178
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>225</b>	<b>342</b>	<b>3 004</b>	<b>2 806</b>	<b>2 484</b>
Patrimoines	37	99	998	966	787
Création	83	99	869	779	705
Soutien aux politiques du ministère de la culture <sup>(2)</sup>	60	60	609	599	509
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture <sup>(1)</sup>	45	84	529	462	482
<b>DEFENSE</b>	<b>5 188</b>	<b>3 691</b>	<b>45 438</b>	<b>41 515</b>	<b>39 601</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	137	155	1 375	1 401	1 278
Préparation et emploi des forces	864	803	12 015	8 859	8 554
Soutien de la politique de la défense	1 798	1 817	18 827	18 789	18 433
Equiperment des forces	2 389	917	13 221	12 466	11 336
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>71</b>	<b>70</b>	<b>639</b>	<b>622</b>	<b>569</b>
Coordination du travail gouvernemental	57	59	539	536	492
Protection des droits et libertés	10	10	88	86	77
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 <sup>(1)</sup>	3	0	12	1	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>889</b>	<b>1 952</b>	<b>22 180</b>	<b>20 432</b>	<b>18 903</b>
Infrastructures et services de transports	301	479	6 659	6 408	4 954
Affaires maritimes	9	24	141	134	135
Paysages, eau et biodiversité	21	19	207	188	156
Expertise, information géographique et météorologie <sup>(2)</sup>	1	1	434	433	439
Prévention des risques	85	132	925	748	818
Energie, climat et après-mines	64	81	2 391	1 866	2 704
Service public de l'énergie	0	793	8 470	7 677	6 955
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	217	230	2 370	2 394	2 441
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	191	191	584	584	300



	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2021		Cumul à fin octobre 2020
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
	unité : million d'€.				
<b>ECONOMIE</b>	<b>87</b>	<b>85</b>	<b>2 750</b>	<b>2 845</b>	<b>2 270</b>
Développement des entreprises et régulations	32	36	1 025	977	1 404
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	150	120
Statistiques et études économiques	38	35	342	339	361
Stratégies économiques <sup>(2)</sup>	17	14	383	379	385
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" <sup>(4)</sup>	0	0	1 000	1 000	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>10 151</b>	<b>10 228</b>	<b>36 552</b>	<b>36 848</b>	<b>34 629</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	10 136	10 136	36 317	36 317	34 375
Appels en garantie de l'Etat	10	30	235	235	28
Epargne	5	0	57	53	46
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	62	62	62	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	-120	181	179
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 939</b>	<b>5 970</b>	<b>63 118</b>	<b>62 941</b>	<b>61 572</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 960	1 959	19 615	19 613	19 202
Enseignement scolaire public du second degré	2 736	2 737	28 098	28 092	27 679
Vie de l'élève	369	398	5 465	5 436	5 183
Enseignement privé du premier et du second degrés	555	566	6 480	6 478	6 402
Soutien de la politique de l'éducation nationale	220	224	2 299	2 176	1 923
Enseignement technique agricole	99	87	1 161	1 145	1 182
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES <sup>(2)</sup></b>	<b>846</b>	<b>854</b>	<b>8 297</b>	<b>8 245</b>	<b>8 211</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	638	632	6 249	6 202	6 224
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	64	72	746	747	706
Facilitation et sécurisation des échanges	144	150	1 302	1 296	1 280
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>116</b>	<b>153</b>	<b>1 396</b>	<b>1 323</b>	<b>1 349</b>
Immigration et asile	53	83	1 020	966	1 032
Intégration et accès à la nationalité française	63	70	375	356	317
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13 544</b>	<b>2 477</b>	<b>1 589</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	-160	210	287
Valorisation de la recherche	0	0	-50	529	550
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	4	622	655
Financement des investissements stratégiques <sup>(1)</sup>	0	0	10 000	750	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation <sup>(1)</sup>	0	0	3 750	366	96
<b>JUSTICE</b>	<b>685</b>	<b>868</b>	<b>7 593</b>	<b>8 015</b>	<b>7 309</b>
Justice judiciaire	276	300	3 154	3 043	2 870
Administration pénitentiaire	294	348	2 716	3 281	3 039
Protection judiciaire de la jeunesse	81	83	782	736	694
Accès au droit et à la justice	7	74	509	506	350
Conduite et pilotage de la politique de la justice	28	62	430	444	353
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	3	4	3
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>37</b>	<b>147</b>	<b>524</b>	<b>535</b>	<b>703</b>
Presse et médias	38	71	239	245	324
Livre et industries culturelles	-1	76	285	290	379
<b>OUTRE-MER</b>	<b>164</b>	<b>148</b>	<b>2 322</b>	<b>1 886</b>	<b>1 628</b>
Emploi outre-mer	33	25	1 583	1 334	1 231
Conditions de vie outre-mer	130	123	739	553	397
<b>PLAN DE RELANCE <sup>(1)</sup></b>	<b>2 891</b>	<b>1 712</b>	<b>24 500</b>	<b>14 196</b>	<b>0</b>
Écologie <sup>(1)</sup>	527	251	8 202	2 635	0
Compétitivité <sup>(1)</sup>	105	70	4 018	2 129	0
Cohésion <sup>(1)</sup>	2 258	1 392	12 280	9 432	0
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE</b>	<b>852</b>	<b>859</b>	<b>32 814</b>	<b>31 338</b>	<b>28 190</b>
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	32	32	2 438	2 438	15 803
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	770	770	25 452	25 452	6 536
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	50	50	672	672	4 254
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	4 000	2 500	1 597
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19 <sup>(1)</sup>	0	6	252	277	0
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>994</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	13
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€.	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2021		Cumul à fin octobre 2020
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	retraité consommés
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>483</b>	<b>1 978</b>	<b>28 127</b>	<b>24 824</b>	<b>25 466</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	57	1 300	13 568	12 850	13 411
Vie étudiante	266	277	2 852	2 500	2 406
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	30	253	7 111	5 498	5 317
Recherche spatiale	0	0	1 572	1 276	1 801
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	107	21	2 301	1 821	1 495
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	4	109	421	592	669
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	105
Recherche culturelle et culture scientifique <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	-21
Enseignement supérieur et recherche agricoles	19	19	301	287	283
<b>RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>0</b>	<b>503</b>	<b>5 618</b>	<b>5 577</b>	<b>5 626</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	342	3 815	3 785	3 765
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	67	742	742	754
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	94	1 061	1 050	1 106
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>175</b>	<b>265</b>	<b>3 977</b>	<b>3 348</b>	<b>2 893</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	170	247	3 728	3 182	2 739
Concours spécifiques et administration	5	18	249	167	154
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>8 155</b>	<b>8 662</b>	<b>113 149</b>	<b>113 736</b>	<b>115 964</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	7 554	8 061	107 470	108 057	111 450
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	601	601	5 679	5 679	4 514
<b>SANTE</b>	<b>42</b>	<b>72</b>	<b>1 365</b>	<b>1 159</b>	<b>1 367</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	41	72	378	361	614
Protection maladie	1	0	987	798	753
<b>SECURITES</b>	<b>1 714</b>	<b>1 686</b>	<b>17 612</b>	<b>17 280</b>	<b>16 860</b>
Police nationale	920	915	9 126	9 066	8 944
Gendarmerie nationale	752	731	7 882	7 655	7 489
Sécurité et éducation routières	5	3	33	26	24
Sécurité civile	36	37	571	533	404
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>124</b>	<b>3 315</b>	<b>25 351</b>	<b>24 126</b>	<b>24 484</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	59	1 045	11 691	11 067	12 301
Handicap et dépendance	17	2 213	12 592	12 088	11 263
Egalité entre les femmes et les hommes	3	4	38	29	26
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales <sup>(2)</sup>	46	52	1 032	942	893
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>420</b>	<b>231</b>	<b>1 844</b>	<b>1 176</b>	<b>926</b>
Sport	14	38	520	446	322
Jeunesse et vie associative	32	122	611	510	518
Jeux olympiques et paralympiques 2024	374	71	713	220	85
<b>TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES<sup>(2)</sup></b>	<b>28</b>	<b>59</b>	<b>673</b>	<b>341</b>	<b>215</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	10	11	325	59	14
Fonds pour la transformation de l'action publique	10	10	137	99	35
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques <sup>(2)</sup>	0	0	10	8	4
Fonction publique	8	37	201	175	161
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>1 828</b>	<b>841</b>	<b>13 946</b>	<b>11 014</b>	<b>10 601</b>
Accès et retour à l'emploi	612	591	5 656	5 491	4 917
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 163	195	7 592	4 906	5 090
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	6	145	75	72
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	52	49	552	542	522
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>42 696</b>	<b>48 336</b>	<b>508 624</b>	<b>469 740</b>	<b>440 491</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>34 541</b>	<b>39 674</b>	<b>395 475</b>	<b>356 004</b>	<b>324 527</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2021

<sup>(2)</sup> Modification de libellé en LFI 2021

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2021

<sup>(4)</sup> Création en LFR du 19/07/2021



	Mois	Cumul à fin octobre		
		2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.	Octobre			
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>11 093</b>	<b>76 443</b>	<b>75 192</b>	<b>75 192</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>380</b>	<b>3 388</b>	<b>3 394</b>	<b>3 561</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>1 320</b>	<b>51 394</b>	<b>53 066</b>	<b>53 006</b>
Impôt sur les sociétés	1 307	50 227	51 888	51 888
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	13	834	1 117	1 117
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés <sup>(1)</sup>	0	333	60	0
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>3 780</b>	<b>22 712</b>	<b>19 310</b>	<b>16 017</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	97	865	684	684
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	968	4 523	3 029	3 029
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	610	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	113	1 636	1 739	1 739
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	75	150	150
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	4	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	19	12	12
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	23	87	87
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	7	74	69	69
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	188	191	191
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	0	0
Prélèvements de solidarité	2 499	10 225	9 451	9 451
Taxe sur les services numériques	237	460	83	83
Taxe d'habitation sur les résidences principales <sup>(1)</sup>	-163	2 546	3 000	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	13	959	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	2	2
Recettes diverses	5	503	812	519
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 241</b>	<b>16 296</b>	<b>12 842</b>	<b>6 966</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>13 588</b>	<b>132 283</b>	<b>119 455</b>	<b>147 128</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>4 036</b>	<b>32 993</b>	<b>28 754</b>	<b>28 640</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	57	471	339	339
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	142	150	150
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	35	19	19



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
	unité : million d'€.			
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	232	2 923	1 806	1 806
Mutations à titre gratuit par décès	1 362	11 880	9 764	9 764
Contribution de sécurité immobilière	76	731	603	603
Autres conventions et actes civils	41	351	298	298
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	51	504	412	412
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	22	319	294	294
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	12	171	73	73
Timbre unique	41	210	151	151
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	33	461	466	466
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 236	8 787	8 675	8 675
Autres droits et recettes accessoires	0	4	3	3
Amendes et confiscations	3	35	25	25
Taxe générale sur les activités polluantes	349	389	596	596
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	3	40	44	44
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	12	112	112
Autres droits et recettes à différents titres	1	1	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	10	10
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	43	42	42
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	17	22	22
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	574	574
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	26	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	178	1 996	1 536	1 536
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	60	294	446	446
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	35	314	219	219
Prélèvement sur les paris sportifs	66	682	417	417
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	9	85	87	87
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	107	973	1 066	1 066
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	40	535	479	365
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>35 439</b>	<b>335 509</b>	<b>312 014</b>	<b>330 511</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>26 777</b>	<b>221 773</b>	<b>196 050</b>	<b>200 782</b>

(1) Création en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>3 386</b>	<b>4 271</b>	<b>4 331</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	2 089	4 061	4 061
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés <sup>(1)</sup>	0	0	26	86
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	0	607	182	182
Autres dividendes et recettes assimilées	0	690	2	2
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>74</b>	<b>700</b>	<b>964</b>	<b>964</b>
Revenus du domaine public non militaire	2	163	144	144
Autres revenus du domaine public	0	2	2	2
Revenus du domaine privé	33	216	201	201
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	38	316	235	235
Païement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1	1	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	380	380
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>280</b>	<b>2 032</b>	<b>1 227</b>	<b>1 227</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	51	342	275	275
Autres frais d'assiette et de recouvrement	104	911	766	766
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	6	5	5
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	2	2
Autres recettes diverses	124	770	180	180
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>45</b>	<b>358</b>	<b>227</b>	<b>227</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	10	41	42	42
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	2	25	25
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	7	3	3
Intérêts des autres prêts et avances	7	168	54	54
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	24	113	94	94
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	13	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	14	3	3



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>59</b>	<b>1 431</b>	<b>4 080</b>	<b>4 080</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	3	583	1 399	1 399
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	160	67	67
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	12	10	10
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	51	611	2 543	2 543
Frais de poursuite	1	9	8	8
Frais de justice et d'instance	1	9	6	6
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	2	2
<b>Divers (F)</b>	<b>1 009</b>	<b>8 449</b>	<b>1 034</b>	<b>1 034</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	879	1 204	389	389
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	13	43	60	60
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	11	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	4	6	6
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	8	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	3	3
Récupération d'indus	1	20	14	14
Recouvrements après admission en non-valeur	11	112	89	89
Divers versements de l'Union européenne	0	5 118	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	6	44	21	21
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	25	23	23
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	22	481	252	252
Produits divers	-3	983	14	14
Autres produits divers	73	391	153	153
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>1 468</b>	<b>16 356</b>	<b>11 803</b>	<b>11 863</b>

(1) Suppression en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 501</b>	<b>-35 836</b>	<b>-32 256</b>	<b>-34 088</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 013	-22 732	-22 712	-22 785
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-4	-4	-4
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-5	-14	-18	-18
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 012	-4 597	-4 128	-4 128
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	250	-858	-503	-2 260
<b>Dotations</b> élu local	-3	-100	-97	-97
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	-38	-38	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	1	0
<b>Dotations</b> départementales d'équipement des collèges	-2	-324	-323	-323
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-243	-2 429	-2 442	-2 442
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-12	-408	-379	-379
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-13	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-89	-98	-98
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-268	-263	-263
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-48	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-90	-122	-122
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-75	-75	-75
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	6	-103	-425	-425
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	-5	-5	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels <sup>(1)</sup>	-391	-2 978	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises <sup>(1)</sup>	-1	-1	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-2 321</b>	<b>-20 947</b>	<b>-18 037</b>	<b>-18 037</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 822</b>	<b>-56 784</b>	<b>-50 292</b>	<b>-52 124</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	517	5 361	6 392	6 392
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	34	404	245	245
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>551</b>	<b>5 765</b>	<b>6 637</b>	<b>6 637</b>





	Mois d'octobre					Cumul à fin octobre					
	Dépenses		Dépenses			Recettes			Soldes		
	Dépenses	Recettes	2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.											
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 476</b>	<b>5 482</b>	<b>55 820</b>	<b>54 642</b>	<b>59 753</b>	<b>56 438</b>	<b>58 166</b>	<b>64 057</b>	<b>617</b>	<b>3 524</b>	<b>4 304</b>
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	35	154	600	742	742	1 425	1 059	1 059	825	317	317
Développement agricole et rural	5	2	100	98	98	131	133	133	31	35	35
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	46	31	213	237	237	313	311	311	100	74	74
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	44	31	291	381	381	249	227	227	-41	-154	-154
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	209	158	158	133	84	84	-77	-74	-74
Participations financières de l'Etat	10	94	4 769	4 128	4 128	4 011	6 359	6 359	-757	2 231	2 231
Pensions	5 336	5 169	49 639	48 899	48 899	50 175	49 994	49 994	536	1 095	1 095
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	78	0	0	313	0	0	235
Transition énergétique <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	5 033	0	0	5 578	0	0	545
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>14 181</b>	<b>34 595</b>	<b>100 996</b>	<b>103 291</b>	<b>101 554</b>	<b>97 327</b>	<b>92 281</b>	<b>89 153</b>	<b>-3 669</b>	<b>-11 010</b>	<b>-12 402</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4 736	0	7 310	7 112	7 112	1 142	1 192	1 192	-6 168	-5 920	-5 920
Avances à l'audiovisuel public	310	478	3 099	3 158	3 158	1 579	942	942	-1 520	-2 215	-2 215
Avances aux collectivités territoriales	8 974	33 983	89 345	91 916	90 179	92 555	89 829	86 700	3 210	-2 087	-3 478
Prêts à des Etats étrangers	36	84	409	456	456	1 494	271	271	1 085	-185	-185
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	125	51	833	650	650	557	47	47	-276	-603	-603
<b>Comptes de commerce</b>	<b>10 867</b>	<b>10 648</b>	<b>42 310</b>	<b>39 025</b>	<b>39 025</b>	<b>42 516</b>	<b>39 444</b>	<b>39 444</b>	<b>206</b>	<b>419</b>	<b>419</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	49	62	545	449	449	498	560	560	-48	111	111
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	17	14	154	136	136	161	132	132	8	-3	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat	3	3	2 279	1 423	1 423	2 279	1 423	1 423	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	63	48	545	476	476	597	535	535	52	59	59
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	10 697	10 513	38 323	36 251	36 251	38 346	36 276	36 276	23	25	25
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	2	4	4	6	10	10	3	6	6
Opérations commerciales des domaines	4	6	41	35	35	78	64	64	37	29	29
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	22	17	17	22	16	16	0	-1	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	32	0	399	235	235	529	428	428	130	194	194
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>237</b>	<b>377</b>	<b>1 086</b>	<b>1 579</b>	<b>1 579</b>	<b>2 602</b>	<b>2 496</b>	<b>2 496</b>	<b>1 516</b>	<b>917</b>	<b>917</b>
Emission des monnaies métalliques	4	6	71	82	82	205	141	141	133	59	59
Opérations avec le Fonds Monétaire International	228	369	994	1 487	1 487	2 390	2 340	2 340	1 396	853	853
Pertes et bénéfices de change	4	2	21	11	11	7	16	16	-13	5	5
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>30 761</b>	<b>51 102</b>	<b>200 212</b>	<b>198 537</b>	<b>201 911</b>	<b>198 882</b>	<b>192 387</b>	<b>195 149</b>	<b>-1 330</b>	<b>-6 150</b>	<b>-6 762</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>30 533</b>	<b>50 733</b>	<b>199 218</b>	<b>197 051</b>	<b>200 425</b>	<b>196 492</b>	<b>190 047</b>	<b>192 810</b>	<b>-2 726</b>	<b>-7 003</b>	<b>-7 615</b>

<sup>(1)</sup> Suppression en LFI 2021

<sup>(2)</sup> Suppression en LFI 2020 à compter de 2021



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2021
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance		193	-77	117
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	10	5	16
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	513	-108	405
	<b>Total organismes à caractère financier</b>		<b>717</b>	<b>-179</b>	<b>538</b>
	<b>CEPL</b>	Régions	4 531	1 752	6 283
		Départements	8 247	1 796	10 043
		Communes	26 806	1 137	27 944
		HLM	137	-77	60
		Autres	27 904	2 283	30 187
	<b>Total CEPL</b>		<b>67 626</b>	<b>6 890</b>	<b>74 517</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>		<b>7 642</b>	<b>-488</b>	<b>7 153</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	29 216	-8 600	20 616
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	16 351	5 259	21 610
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 284	1 610	5 895
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 726	-50	1 677
	<b>Total établissements publics nationaux</b>		<b>51 577</b>	<b>-1 780</b>	<b>49 797</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>		<b>15 224</b>	<b>-5 265</b>	<b>9 959</b>	
<b>Union européenne</b>		<b>2 145</b>	<b>1 083</b>	<b>3 229</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	Fonds et Fondations	58	4	63	
	GIP	964	672	1 636	
	EPLÉ	2 510	489	2 999	
	Autres correspondants	7 684	1 306	8 990	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	48	-48	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>		<b>11 263</b>	<b>2 425</b>	<b>13 688</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>		<b>156 195</b>	<b>2 686</b>	<b>158 881</b>	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	35	17	52	
	<b>Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	0	0	0	
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	0	0	0	
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>35</b>	<b>17</b>	<b>52</b>	
<b>Total Passif (A)</b>		<b>156 230</b>	<b>2 703</b>	<b>158 933</b>	
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>		0	0	0	
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>		0	0	0	
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>156 229</b>	<b>2 704</b>	<b>158 933</b>	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2021
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>2 000 986</b>	<b>124 570</b>	<b>2 125 556</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 839 378</b>	<b>121 318</b>	<b>1 960 696</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 839 378	121 318	1 960 696
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 619 368	114 753	1 734 121
- <i>taux variable</i>	199 932	6 741	206 673
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>161 608</b>	<b>3 252</b>	<b>164 860</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	161 608	3 252	164 860
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>29 208</b>	<b>-421</b>	<b>28 787</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>2 030 194</b>	<b>124 149</b>	<b>2 154 343</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2020 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2020 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2021.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrevements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.